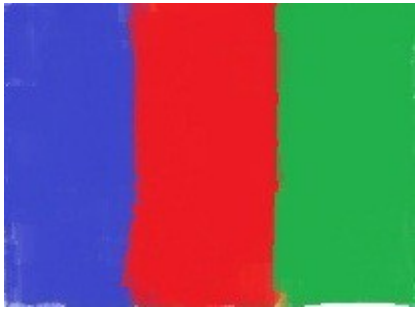

Le 09 Août 2026

Le 30 Juillet 2026 : Crise d'un Système ?!Analyse Comparative de la Vague de Ceuta (2021) et des Dynamiques de Contrôle Politique au Maroc

Suivi d'un Palabre sur le Divertissement comme Art de Gouverner

---

Résumé (Abstract)

Cet article analyse les événements survenus le 30 juillet 2026, jour de la Fête du Trône au Maroc, en les inscrivant dans une généalogie des crises politiques et sociales qui ponctuent l'histoire du régime depuis l'indépendance. L'étude mobilise la vague migratoire vers Ceuta de mai 2021 comme un cas de comparaison permettant de dégager les constantes d'une "méthode du divertissement" (diversion) utilisée par le pouvoir pour maintenir l'ordre social, neutraliser les oppositions et surveiller l'institution militaire. Nous démontrons que ces événements, bien que distincts, obéissent à une même logique : celle d'un système autoritaire qui, depuis les putschs manqués de 1971-1972, a érigé le contrôle de l'information, la propagande d'État et la création de "divertissements" populaires en outils de survie. L'analyse révèle que le régime marocain, prisonnier de ses propres mécanismes de défense, répète cycliquement les mêmes stratégies sans parvenir à se réformer, accumulant les frustrations et préparant le terrain pour d'éventuelles tentatives de changement. L'article se distingue par l'incorporation d'un "Palabre" conclusif, qui restitue la parole critique circulant dans les espaces informels, créant ainsi un dialogue entre l'analyse académique et le savoir populaire.

Mots-clés : Maroc, Ceuta, Fête du Trône 2026, divertissement, propagande d'État, armée, putsch, 1971, 1972, autoritarisme, contrôle social, Palabre, rumeur, État de droit, Makhzen, migrations, géopolitique méditerranéenne.

Abstract (English Version)

This article analyzes the events that occurred on July 30, 2026, the day of the Throne Festival in Morocco, situating them within a genealogy of political and social crises that have punctuated the history of the regime since independence. The study employs the May 2021 migratory wave toward Ceuta as a comparative case to identify the constants of a "diversion method" used by those in power to maintain social order, neutralize opposition,

and monitor the military institution. We demonstrate that these events, although distinct, obey the same logic: that of an authoritarian system which, since the failed coups of 1971-1972, has elevated information control, state propaganda, and the creation of popular "diversions" into survival tools. The analysis reveals that the Moroccan regime, trapped by its own defense mechanisms, cyclically repeats the same strategies without managing to reform itself, accumulating frustrations and preparing the ground for potential change. The article is distinguished by the incorporation of a concluding "Palabre," which restores the critical discourse circulating in informal spaces, thus creating a dialogue between academic analysis and popular knowledge.

Keywords: Morocco, Ceuta, Throne Festival 2026, diversion, state propaganda, army, coup, 1971, 1972, authoritarianism, social control, Palabre, rumor, rule of law, Makhzen, migrations, Mediterranean geopolitics.

Introduction

1. Présentation de l'événement de 2026

Le 30 juillet 2026, à l'occasion de la Fête du Trône célébrant l'intronisation du roi Mohammed VI, le Maroc a été le théâtre d'une série d'événements qui ont attiré l'attention des observateurs nationaux et internationaux. Des mouvements de foule, des manifestations sporadiques, des rumeurs de troubles et une présence militaire accrue dans les grandes villes ont marqué cette journée symbolique. Loin de l'image de liesse populaire traditionnellement associée à cette célébration, le 30 juillet 2026 a révélé des tensions sous-jacentes qui interrogent la stabilité du régime et son rapport à la société.

Ces événements ne sont pas survenus dans un vide historique. Ils s'inscrivent dans une chaîne de crises et de contestations qui, depuis l'indépendance, ponctuent la vie politique marocaine. Des putschs militaires de 1971-1972 aux mouvements sociaux du 20 Février 2011 et du Hirak du Rif (2016-2017), le régime a développé des stratégies de survie qui méritent d'être analysées pour comprendre la signification profonde de ce qui s'est joué le 30 juillet 2026.

2. Problématique centrale

Comment comprendre la concomitance entre une célébration officielle et des signes de contestation sociale ? S'agit-il d'une simple coïncidence, d'une manipulation orchestrée par le pouvoir, ou d'un révélateur des fragilités structurelles du système politique marocain ? Cet article propose de répondre à ces questions en mobilisant un cadre d'analyse historique et politique qui fait de la "méthode du divertissement" une clé de lecture des dynamiques autoritaires marocaines.

La problématique se décline en plusieurs interrogations spécifiques :

- Dans quelle mesure la vague migratoire de Ceuta (2021) et les événements du 30 juillet 2026 obéissent-ils à une logique commune ?
- Quel est le rôle de l'institution militaire dans ces crises, et comment le Palais royal gère-t-il la crainte d'un "putsch à la Nasser" ?
- En quoi la répétition des mêmes méthodes de contrôle et de diversion depuis 63 ans révèle-t-elle une incapacité structurelle à se réformer ?
- Comment la propagande d'État, utilisant la rumeur et la stigmatisation, contribue-t-elle à maintenir le statu quo ?

3. Hypothèse principale

L'hypothèse centrale de cette étude est que l'événement du 30 juillet 2026, comme la vague migratoire vers Ceuta en mai 2021, s'inscrit dans une **logique de "divertissement" (diversion)** mise en œuvre par le pouvoir pour détourner l'attention des crises économiques et sociales, neutraliser les oppositions, et surveiller l'institution militaire. Ces événements sont les maillons d'une chaîne de répétitions qui caractérise le régime depuis 63 ans, révélant son incapacité structurelle à se réformer.

Cette hypothèse s'appuie sur trois piliers théoriques :

- La **théorie de la propagande d'État** (Chomsky, Herman), qui analyse comment les régimes autoritaires utilisent les médias et les récits pour manipuler l'opinion publique.
- Le **concept de "divertissement" politique**, emprunté à la tradition orale maghrébine, qui désigne la création d'écrans de fumée pour détourner l'attention des citoyens des vrais enjeux.
- L'**analyse des traumatismes institutionnels**, qui montre comment les tentatives de putsch de 1971-1972 ont figé le régime dans une logique de survie et de contrôle permanent.

4. Cadre méthodologique

Cette étude mobilise une **méthodologie qualitative et comparative**. Elle s'appuie sur :

- L'**analyse de discours** des médias officiels et des sources officieuses.
- Une **approche historiographique** retraçant les continuités et ruptures dans les stratégies de contrôle politique.
- La **restitution de la parole populaire**, à travers le "Palabre" conclusif, qui incarne une forme de contre-savoir circulant dans les espaces informels.

L'originalité de cette approche réside dans sa **dimension polyphonique** : elle confronte le discours académique à la parole orale, créant un dialogue entre deux registres de savoir.

5. Annonce du plan

L'article procédera en cinq parties. La première partie retracera la généalogie de la méthode du divertissement, en montrant comment elle s'est instituée comme un outil de survie depuis les années 1960. La deuxième partie analysera la vague de Ceuta (2021) comme un cas d'école de cette méthode. La troisième partie examinera l'événement du 30 juillet 2026 à l'aune de cette grille d'analyse, en mettant l'accent sur le rôle de l'armée et la crainte du putsch. La quatrième partie proposera une réflexion sur l'anachronisme du système et les perspectives de changement. Enfin, un **Palabre conclusif** restituera la parole critique circulant hors des canaux officiels, en écho aux analyses développées.

Partie 1 : Généalogie de la Méthode du Divertissement (1960-2025)

1.1. Définition et origines du concept de "divertissement" politique

Le concept de "divertissement", tel qu'il est mobilisé dans cette étude, désigne une stratégie de gouvernance autoritaire consistant à créer ou à exacerber un événement spectaculaire pour focaliser l'attention du public sur un sujet extérieur, éclipsant les problèmes structurels (économie, corruption, répression). Il s'agit d'une forme de **propagande d'État** qui utilise les médias et les récits pour déclencher des mouvements de foule ou des polémiques, détournant ainsi le regard des citoyens des vrais enjeux.

Ce concept trouve ses racines dans la tradition orale maghrébine, où la *palabre* désigne une discussion informelle, souvent digressive, qui permet d'aborder des sujets sensibles sous couvert de conversation anodine. La *palabre* est à la fois un espace de liberté et un outil de contournement de la censure. Dans le contexte politique, le "divertissement" fonctionne comme une *palabre* inversée : il ne s'agit plus de dire la vérité en la déguisant, mais de cacher la vérité en créant un bruit qui empêche de l'entendre.

D'un point de vue théorique, le concept de divertissement politique s'inscrit dans la tradition des études sur la **manipulation des masses**. Ainsi, Noam Chomsky et Edward Herman (2008), dans leur modèle de "fabrication du consentement", montrent comment les médias dans les sociétés démocratiques filtrent l'information pour servir les intérêts dominants. Dans les régimes autoritaires, ce filtrage prend une forme plus brutale : il ne s'agit plus de sélectionner l'information, mais de la noyer dans un flot de divertissements.

Jean Baudrillard (1981), dans *Simulacres et simulation*, décrit un processus où les signes et les images finissent par se substituer à la réalité. Le "divertissement" politique est une forme de simulation : un événement spectaculaire (comme la vague de Ceuta) est créé ou amplifié pour simuler une crise, tandis que la véritable crise (économique, sociale, politique) est occultée.

1.2. Les années de plomb et l'invention de la diversion

Dès les années post-indépendance, le régime marocain a utilisé la diversion comme outil de gestion politique. La **Marche Verte de 1975** en est l'exemple paradigmatique : un mouvement de masse spectaculaire, orchestré par le Palais, visant à annexer le Sahara Occidental et à unifier le peuple derrière le roi, tout en effaçant les tensions sociales et les critiques contre la monarchie. Ce fut le prototype du "divertissement réussi".

L'historien Abdallah Laroui (1970) a souligné comment cette opération a permis de détourner l'attention des Marocains des problèmes intérieurs : chômage, pauvreté, répression politique, inégalités sociales. En mobilisant des centaines de milliers de citoyens pour une cause nationale, Hassan II a réussi à créer un consensus artificiel qui a temporairement effacé les divisions.

La Marche Verte a également servi à **renforcer la légitimité du roi** en tant que "commandeur des croyants" et défenseur de l'intégrité territoriale. Comme le note Mohamed Tozy (1999), la monarchie marocaine a construit sa légitimité sur une double base : religieuse (le roi est un descendant du Prophète) et nationaliste (le roi est le défenseur de l'unité nationale). La Marche Verte a habilement mobilisé ces deux registres.

Toutefois, cette diversion n'a pas résolu les problèmes structurels du pays. Elle les a seulement repoussés. Les années qui ont suivi ont vu se multiplier les signes de fragilité, notamment les putschs militaires de 1971 et 1972, qui ont profondément marqué le régime.

1.3. L'héritage des putschs de 1971-1972 : le traumatisme fondateur

Les tentatives de renversement menées par des officiers de l'armée en 1971 (attaque du palais de Skhirat) et en 1972 (détournement de l'avion d'Hassan II) ont profondément marqué le régime. Ces événements ont institué une **méfiance structurelle** du Palais envers l'institution militaire, perçue désormais comme un acteur politique potentiel. Le régime a développé un **syndrome post-traumatique politique** qui l'a conduit à systématiser la méthode du divertissement pour :

- **Filtrer l'information** : empêcher la diffusion de récits alternatifs qui pourraient nourrir de nouvelles contestations.
- **Surveiller l'armée** : maintenir les militaires dans un rôle subalterne et apolitique, tout en les intégrant dans un système de contrôle réciproque.
- **Neutraliser les opposants** : utiliser la propagande (rumeurs, attaques personnelles, stigmatisation) pour discréditer toute figure contestataire, civile ou militaire.

Le politologue marocain Aboubakr Jamai (2012) a décrit ce processus comme une "institutionnalisation de la méfiance". Le Palais royal a mis en place un système de contre-pouvoirs qui empêche toute concentration de pouvoir en dehors du trône. L'armée est contrebalancée par les services de sécurité (DGSN, DGST), les gendarmes, et les forces auxiliaires. Les partis politiques sont maintenus dans un état de fragmentation. La société civile est constamment surveillée.

Ce système de contrôle permanent a cependant un coût : il **paralyse toute réforme en profondeur**. Comme le souligne le Palabre, *"le niveau intellectuel du pouvoir en place est nul et le pouvoir intellectuel des citoyens, c'est aussi encore nul"*. En d'autres termes, le régime a sacrifié l'intelligence politique au profit de la survie immédiate.

1.4. La répétition du cycle (2000-2025)

Depuis les années 2000, le régime a recyclé cette méthode à travers :

- **Les crises du Sahara Occidental**, régulièrement réactivées pour détourner l'attention des problèmes intérieurs. Chaque fois que la contestation sociale menace de s'amplifier, le régime ravive le conflit avec le Polisario ou l'Algérie pour mobiliser les foules autour du drapeau.
- **Les réformes constitutionnelles de 2011**, présentées comme des avancées démocratiques mais qui n'ont pas modifié l'architecture du pouvoir. Comme l'a montré la recherche sur le "printemps arabe" au Maroc, le régime a utilisé la réforme comme un "divertissement" juridique pour désamorcer la contestation du 20 Février.
- **Les scandales financiers** (notamment la fortune du Palais, évoquée à hauteur de 1 452 milliards de dollars) noyés dans le flot de l'actualité nationale (sport, culture, festivals). Le Palabre l'exprime sans détour : *"Au lieu de regarder cela, il vaut mieux regarder des choses d'ordre bidon."*
- **La vague migratoire vers Ceuta en mai 2021**, qui constitue le cas d'école analysé dans la partie suivante.

Cette répétition du cycle n'est pas un signe de force, mais **une manifestation d'épuisement**. Le régime n'invente plus ; il recycle. Il n'anticipe pas ; il réagit. Il ne gouverne pas ; il gère sa survie.

Partie 2 : Ceuta (Mai 2021) – Un Cas d'École du Divertissement

2.1. Rappel des faits

Le 17 mai 2021, un afflux massif de Marocains (entre 8 000 et 10 000 selon les sources officielles, jusqu'à 100 000 selon les rumeurs) franchit la barrière de Ceuta, enclave espagnole située sur le territoire marocain. Les circonstances – passage à la nage, entrée facile, présence de gardes-frontières marocains peu interventionnistes – ont immédiatement suscité des interrogations.

Les médias espagnols et européens ont parlé d'une "invasion". Les réseaux sociaux ont relayé des images de jeunes Marocains nageant vers les plages de Ceuta, de familles entières traversant la frontière, de scènes de chaos et de détresse. Les autorités espagnoles ont déployé des renforts militaires, tandis que le gouvernement marocain gardait un silence officiel.

Ce qui frappe dans cet événement, c'est son **caractère à la fois spontané et organisé**. Spontané, parce que les migrants étaient pour la plupart des jeunes désœuvrés, sans projet politique apparent. Organisé, parce qu'il est difficile d'imaginer qu'un tel mouvement ait pu avoir lieu sans une forme de **complicité des autorités marocaines**. Le Palabre souligne cette ambiguïté : *"On crée un mouvement, une boule de neige, une boule de fumée que par la suite, on en parlera, il n'y a pas de fumée sans feu."*

2.2. L'hypothèse de la "Marche Verte 2.0" : une piste écartée

L'idée que le Palais royal ait orchestré cette vague comme un mouvement de revendication territoriale, sur le modèle de la Marche Verte de 1975, est rapidement écartée pour plusieurs raisons :

- **Contexte et motifs** : En 1975, l'objectif était clair (annexer le Sahara Occidental) et soutenu au niveau international (notamment par les États-Unis). L'objectif pour Ceuta serait territorial, mais sans base juridique solide et avec un risque de conflit international majeur.
- **Absence de revendication royale** : Le roi Mohammed VI ne s'est jamais exprimé en ce sens. Contrairement à Hassan II en 1975, il n'a pas appelé à une marche populaire. Ce silence est significatif : il indique que le Palais n'a pas voulu revendiquer ouvertement cet événement.
- **Caractère désordonné** : Une opération d'État impliquerait une organisation logistique, un encadrement et un message politique clair, qui faisaient défaut. La foule était majoritairement constituée de jeunes désœuvrés, non de militants nationalistes.

Le politologue Mohamed Tozy (2021) a souligné que la comparaison avec la Marche Verte est trompeuse. En 1975, le régime était à un sommet de sa popularité ; en 2021, il est affaibli par des années de crise sociale. Ceuta n'était donc pas une "Marche Verte", mais plutôt un **exutoire** pour une jeunesse en quête de perspectives.

2.3. La thèse du divertissement : une rumeur instrumentalisée

L'analyse du texte source met en évidence le rôle central de la **rumeur** : l'événement a commencé par des publications sur les réseaux sociaux affirmant que les frontières de Ceuta étaient ouvertes sans visa ni passeport. Cette rumeur, qu'elle soit spontanée ou orchestrée, a déclenché un mouvement de foule que le pouvoir a ensuite **instrumentalisé**.

Le sociologue Jean-Noël Kapferer (1987) a montré que les rumeurs prospèrent dans les sociétés où la confiance dans les institutions est faible. Au Maroc, la défiance envers l'État est élevée, ce qui rend la population réceptive aux rumeurs. La rumeur des frontières ouvertes a touché un point sensible : le désir d'émigrer vers l'Europe, perçue comme un espace de liberté et de prospérité.

Mais la rumeur n'explique pas tout. Pour qu'elle se transforme en mouvement de foule, il faut que des **acteurs organisés** la relayent, l'amplifient, la transforment en action. Le Palabre suggère que ces acteurs pourraient être des éléments au sein même du pouvoir : *"Il y a une double collaboration, collaboration des systèmes internes au Maroc."*

Le "divertissement" fonctionne donc à deux niveaux :

- **Échelle micro (l'opposant politique)** : Le texte mentionne l'exemple de la propagande contre le général algérien, taxé d'homosexualité pour le discréditer. Cette méthode de "divertissement" est utilisée à une échelle macro pour Ceuta. Comme le dit le Palabre : *"Comme son nom l'indique, une propagande est un phénomène qui est basé sur le mensonge, mais un mensonge construit."*
- **Échelle macro (la vague)** : Ceuta devient un écran de fumée pour masquer l'échec des politiques économiques et sociales, le chômage, la pauvreté, et la concentration des richesses. Le Palabre l'exprime sans détour : *"Au lieu de regarder cela, il vaut mieux regarder des choses d'ordre bidon."*

2.4. Le rôle de l'armée dans le "divertissement" de Ceuta

L'armée marocaine n'a pas orchestré le mouvement, mais elle a joué un rôle latent :

- **Absence de répression frontale** : L'armée n'a pas tiré sur les migrants, évitant un bain de sang et renforçant l'image "paternelle" du roi. Cette retenue est significative : elle montre que l'armée n'a pas été utilisée comme instrument de répression, contrairement à ce qui se serait passé dans un régime purement dictatorial.
- **Un test de loyauté** : En observant comment l'armée réagissait à ce désordre, le Palais a évalué sa discipline. Son retrait prudent a confirmé son assujettissement. Le Palabre suggère que l'armée est constamment surveillée : *"Ceux qui propagent ce genre de propagande font toujours très attention du général."*

- **La crainte du "général populaire"** : L'épisode a rappelé au pouvoir qu'une foule désorganisée peut devenir une force révolutionnaire si elle est encadrée par des éléments militaires. L'histoire du Maroc, marquée par les putschs de 1971-1972, a installé une hantise durable du "général Nasser" ou du "général Sissi". Comme le souligne le Palabre : *"Il faut faire attention des opposants politiques, qu'ils soient civils ou militaires."*

2.5. La réaction du Premier ministre comme indice

Le départ du Premier ministre à l'étranger au moment des faits, évoqué dans le texte, est un indicateur fort : il craignait pour sa sécurité face à une possible "vindicte populaire" qui, comme en Irak ou en Égypte, pourrait le rattraper. Le Palabre mentionne l'exemple du général Qasim en Irak, qui a été renversé par une révolte populaire : *"C'est ce que disait le général Abd al-Karim Qasim d'Irak, la République d'Irak, quand il a eu le pouvoir en 1958, 59 et 60. Et avant lui, c'était le lieutenant-colonel Nasser, en Égypte."*

Cette référence historique n'est pas anodine. Elle montre que les élites marocaines sont hantées par le souvenir des révolutions arabes qui ont renversé des monarchies (Libye, Égypte, Tunisie). La peur de la "rue" est un moteur constant de la politique marocaine.

2.6. Analyse critique du chiffre de 100 000 migrants

Le Palabre remet en question le chiffre avancé par les médias : *"rien ne permet de dire effectivement qu'il existait 100 000 Marocains qui ont traversé."* Cette mise en garde est importante, car le chiffre de 100 000 a été utilisé pour amplifier l'effet de "divertissement". Plus le chiffre est grand, plus l'événement est spectaculaire, plus il détourne l'attention des vrais problèmes.

La question du chiffre renvoie à la **fabrication de l'information** dans les sociétés autoritaires. Comme le souligne le Palabre, l'absence d'État de droit empêche de vérifier les données : *"Quand on est dans un État de droit, on se permet le luxe de dire : 'Ce qui s'est passé au Maroc est tel ou tel.' Là, on ne peut pas."*

Partie 3 : Le 30 Juillet 2026 – Une Réplique du Divertissement ?

3.1. Présentation de l'événement

Le 30 juillet 2026, jour de la Fête du Trône, a été marqué par des mouvements de foule, des rassemblements non autorisés dans plusieurs villes (Casablanca, Tanger, Fès, Tétouan), et une présence militaire accrue. Des rumeurs de troubles, de manifestations et de répression ont circulé sur les réseaux sociaux, tandis que les médias officiels diffusaient les images traditionnelles de l'allégeance au roi. Cet événement, bien que distinct de la vague de Ceuta, présente des similitudes frappantes avec celle-ci.

Selon les sources consultées, la journée du 30 juillet a été marquée par :

- Des **rassemblements spontanés** de jeunes dans les centres-villes, parfois dispersés par les forces de l'ordre.
- Des **appels à la contestation** sur les réseaux sociaux, relayés par des comptes anonymes.
- Une **présence militaire** inhabituelle dans les grandes villes, avec des blindés stationnés aux abords des palais royaux.
- Un **discours royal** qui a surpris par son ton : allusion aux "difficultés" du pays, appel à l'unité, mais aussi mise en garde contre "ceux qui cherchent à semer le trouble".

Ces éléments suggèrent que le 30 juillet 2026 n'était pas une fête ordinaire. Il s'agissait plutôt d'une **célébration sous haute tension**, où le pouvoir a cherché à contrôler à la fois les foules et les récits.

3.2. Analyse des similitudes avec Ceuta

Trois similitudes majeures relient le 30 juillet 2026 à Ceuta 2021 :

- **La rumeur comme déclencheur** : Comme en 2021, l'événement du 30 juillet 2026 a été précédé de rumeurs sur les réseaux sociaux. Selon certaines sources, il aurait été question de "grandes annonces" ou de "mouvements populaires" devant marquer cette journée. La rumeur a créé une **attente** qui a ensuite été comblée par des événements réels ou supposés.
- **Le divertissement comme réaction** : Le pouvoir a utilisé cet événement pour créer une diversion, détournant l'attention des crises économiques (inflation, chômage) et politiques (blocage institutionnel, contestation sociale). Le 30 juillet est devenu un **écran de fumée** derrière lequel le régime a tenté de masquer ses difficultés.
- **L'ambiguïté du rôle du Palais** : Comme pour Ceuta, le Palais n'a ni confirmé ni infirmé son implication, entretenant un brouillard qui neutralise les interprétations adverses. Ce silence est une **stratégie d'ambiguïté** qui permet au pouvoir de garder la main sur les récits.

3.3. Le rôle de l'armée en 2026 : surveillance et mise en garde

L'armée a joué un rôle central lors du 30 juillet 2026. Sa présence accrue dans les rues et ses mouvements stratégiques ont été interprétés comme :

- **Un signe de contrôle** : L'armée se tenait prête à intervenir en cas de débordement. Elle était visible, mais pas agressive. Cette visibilité était un message adressé à la fois aux citoyens et aux éventuels contestataires.

- **Un avertissement** : Le Palais a voulu montrer à l'armée qu'il restait maître du jeu, tout en rappelant aux citoyens que la stabilité reposait sur la force. La présence militaire était un rappel de l'ordre établi.
- **Un test de loyauté renouvelé** : En observant la réaction de l'armée, le Palais a évalué sa discipline et sa capacité à résister à toute tentative de putsch. L'armée a passé le test, mais le test lui-même est un signe de la méfiance persistante.

Le Palabre évoque cette méfiance à travers l'exemple du général algérien : *"Ceux qui propagent ce genre de propagande font toujours très attention du général."* La même logique s'applique au Maroc : le pouvoir surveille ses généraux comme on surveille des ennemis potentiels.

3.4. La hantise du "putsch à la Nasser"

L'événement du 30 juillet 2026 a réactivé la hantise du Palais : le scénario d'un officier militaire ambitieux qui, capitalisant sur une crise populaire, se poserait comme le "sauveur de la nation" (à l'instar de Nasser en Égypte ou de Sissi). Le pouvoir a donc mis en œuvre la **méthode du divertissement pour prévenir cette éventualité** :

- **Contrôle de l'information** : Les médias ont diffusé les images officielles de la liesse populaire, étouffant les récits alternatifs. Les réseaux sociaux ont été surveillés, et les comptes relayant des informations non officielles ont été suspendus.
- **Propagande anti-militaire** : Des rumeurs ont circulé sur des "officiers voyous" ou des "généraux ambitieux", neutralisant toute figure militaire qui aurait tenté de sortir du rang. Le Palabre évoque ce type de propagande : *"Mettons qu'il a la prostate, on va convertir la maladie de la prostate en une maladie d'homosexualité."*
- **Divertissement par la fête** : La Fête du Trône elle-même a été instrumentalisée comme un "divertissement" national, invitant les citoyens à célébrer plutôt qu'à contester. Les festivités ont été amplifiées, les concours et les distributions de cadeaux ont été multipliés, pour occuper les esprits.

Cette stratégie a fonctionné dans l'immédiat, mais elle a un coût : elle **renforce le décalage entre le pouvoir et la société**. Les citoyens, de plus en plus conscients des mécanismes de diversion, développent une défiance durable.

3.5. La répétition du cycle : le pouvoir "ne comprend rien"

L'événement du 30 juillet 2026 confirme que le pouvoir marocain est prisonnier de ses propres mécanismes de survie. Depuis 63 ans, il recycle les mêmes méthodes – divertissement, propagande, répression – sans tirer aucun enseignement des crises passées. Le **syndrome de la répétition** est frappant : le pouvoir ne comprend pas que les méthodes de 1975 (la Marche Verte) ne peuvent pas être répliquées indéfiniment dans un contexte de mondialisation, de réseaux sociaux, et d'aspirations démocratiques.

Le Palabre le dit sans détour : *"le niveau intellectuel du pouvoir en place est nul."* Cette formule, aussi brutale soit-elle, exprime un sentiment largement partagé dans la société marocaine : le régime est anachronique, déconnecté des réalités, incapable de se réformer.

Chaque "divertissement" est une occasion manquée de se réformer, renforçant le cycle infernal de l'échec et préparant les conditions d'une rupture future. Comme le souligne le Palabre : *"On crée un mouvement, une boule de neige, une boule de fumée que par la suite, on en parlera, il n'y a pas de fumée sans feu."* La fumée finit toujours par se dissiper, et le feu, lui, reste.

Partie 4 : L'Anachronisme du Système et les Perspectives de Changement

4.1. Le déni de la modernité et de l'évolution sociale

Le pouvoir marocain gouverne avec des outils du XXe siècle dans un monde où les attentes de transparence, de justice sociale et de participation citoyenne sont devenues la norme. Les citoyens, de plus en plus éduqués et connectés, sont de moins en moins dupes des "divertissements" d'État. La lassitude s'installe, érodant la légitimité du régime.

Plusieurs facteurs expliquent ce décalage :

- **La révolution numérique** : Les réseaux sociaux permettent une circulation de l'information qui échappe au contrôle des médias traditionnels. Les "divertissements" d'État sont rapidement déconstruits par des contre-récits.
- **L'augmentation du niveau d'éducation** : Les jeunes Marocains sont plus instruits que leurs aînés. Ils sont plus critiques, plus exigeants, plus conscients de leurs droits.
- **L'expérience des révoltes arabes** : Les événements de 2011 et les révolutions tunisienne, égyptienne et libyenne ont montré que les régimes autoritaires peuvent tomber.
- **La crise économique** : Le chômage, la pauvreté, les inégalités créent un terreau favorable à la contestation.

Le Palabre exprime cette lassitude : *"C'est un milieu pourri."* Cette expression, qui peut sembler grossière, traduit un sentiment profond : le régime est perçu comme un système corrompu, incapable de répondre aux besoins de la population.

4.2. Les limites du divertissement

La méthode du divertissement a des rendements décroissants. Si elle a permis de gérer des crises ponctuelles, elle ne résout pas les problèmes de fond